

L'AGENDA 21



DU COLLEGE

BALDUNG GRIEN

2010-2014



SOMMAIRE

- Qu'est-ce qu'un Agenda 21 (2-3)
- L'échelle internationale (4-6)
- L'échelle européenne (7)
- L'échelle nationale (8-13)
- Les Agendas 21 locaux (14-16)
- Les Agendas 21 d'établissement scolaire (17-21)
- L'Agenda 21 du collège Baldung Grien (22-37)

QU'EST-CE QU'UN AGENDA 21

C'est un programme d'actions pour le XXIème siècle répondant aux objectifs du développement durable.

Celui-ci a été défini par Madame Brundtland comme
« **un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs** ».
(*Rapport Brundtland pour les Nations Unies, 1987*).

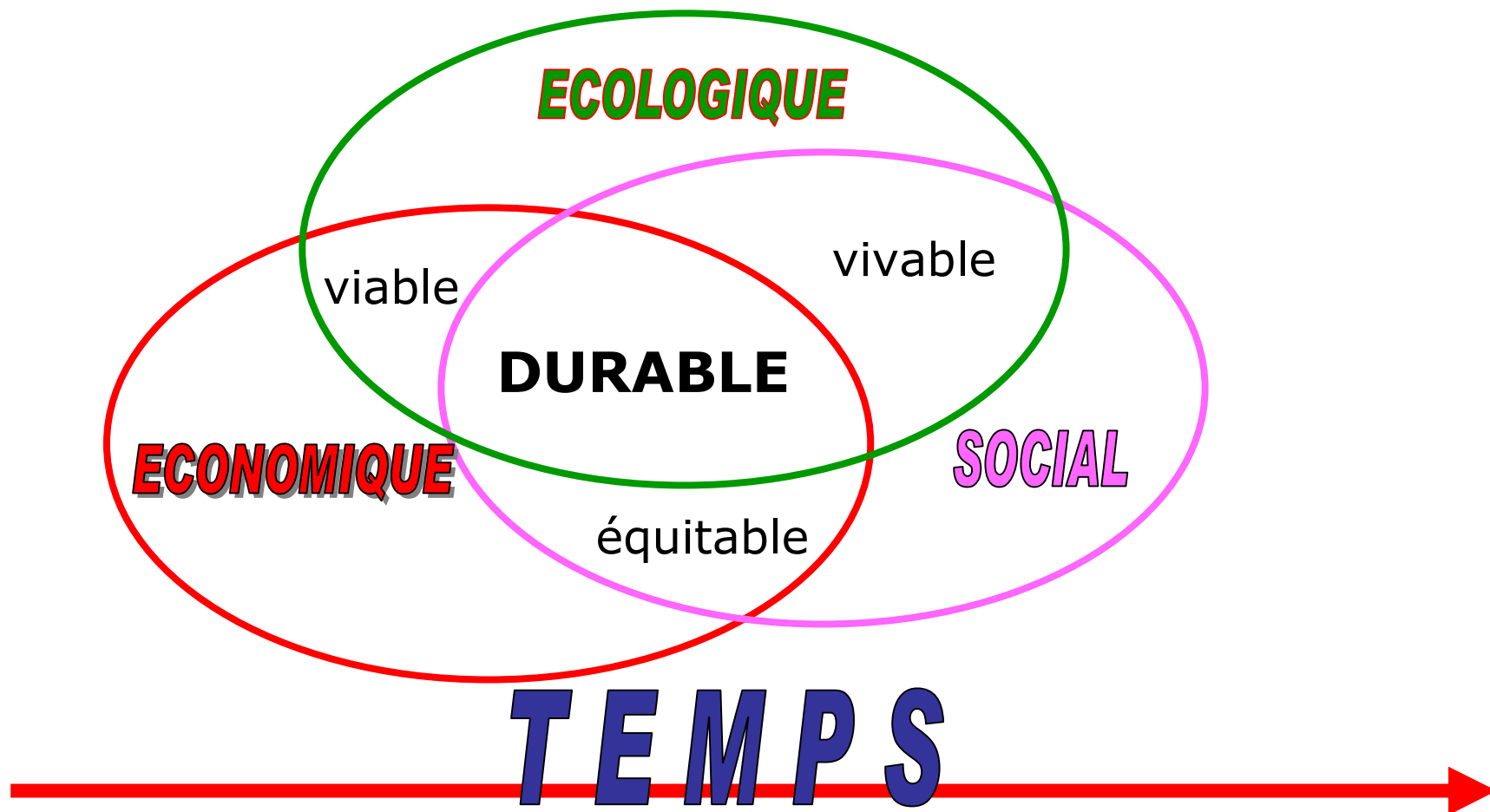
Il entend concilier équité sociale, efficacité économique et préservation de l'environnement.



Gro Harlem Brundtland,
femme politique norvégienne



Schéma du développement durable



Une démarche où les exigences d'efficacité économique, d'équité sociale et de viabilité environnementale sont intégrées, pour le bien-être des populations actuelles et des générations futures. On la représente sous la forme conventionnelle de trois cercles qui s'interpénètrent.



SOMMAIRE

- Qu'est-ce qu'un Agenda 21 (2-3)
- **L'échelle internationale** (4-6)
- L'échelle européenne (7)
- L'échelle nationale (8-13)
- Les Agendas 21 locaux (14-16)
- Les Agendas 21 d'établissement scolaire (17-21)
- L'Agenda 21 du collège Baldung Grien (22-37)



L'AGENDA 21, UN PROGRAMME D'ACTIONS POUR LE XXI^e SIECLE

Le lancement de ce programme d'actions, connu sous le nom d'**Agenda 21**, a vu le jour en **1992 lors de la Conférence de Rio, appelé aussi Sommet de la terre.**

Les 178 États signataires, dont la France, se sont engagés à mettre en œuvre ce programme d'actions dans leurs pays respectifs par une législation adaptée. Il est recommandé en particulier que chaque collectivité locale mette en place, à son niveau, un agenda 21 local, qui sera la traduction territorialisée de l'Agenda 21.

Un Comité du développement durable (CDD) des Nations Unies, créé en 1993, assure le suivi et la mise en oeuvre des engagements pris à Rio et examine les progrès accomplis dans ce cadre aux niveaux national, régional et international.

<http://www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vol1f.htm>





LES AUTRES CONFERENCES INTERNATIONALES

- **1993 : Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne** : droit des populations à un environnement sain et droit au développement
- **1994 : Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) au Caire** : accès universel à la planification familiale d'ici 2015, intégration des problèmes d'environnement dans les politiques visant un développement durable, renforcement de l'autonomie des femmes, prise en compte des facteurs socio-démographiques dans les politiques environnementales
- **1995 : Sommet mondial pour le développement social, à Copenhague.** Déclaration sur le développement social, visant à faire face, dans tous les pays, à la pauvreté, au chômage et à la désintégration sociale.
- **1995 : Quatrième conférence mondiale sur les femmes à Beijing.** Elle engage la communauté internationale au service de la promotion des femmes.
- **1997 : Deuxième Sommet de la Terre, à New York.** La 19e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, dite « Rio + 5 » fait le point sur les engagements pris à Rio en 1992 et constate le désaccord entre l'Union européenne et les Etats-Unis sur la réduction des gaz à effet de serre.





LES AUTRES CONFERENCES INTERNATIONALES

- **2000 : Sommet du Millénaire des Nations unies à New York.** Adoption des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) :

<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/report2010.shtml>

1. *Réduire l'extrême pauvreté et la faim*
2. *Assurer l'éducation primaire à tous*
3. *Promouvoir l'égalité des sexes*
4. *Réduire la mortalité infantile*
5. *Améliorer la santé maternelle*
6. *Combattre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies*
7. *Assurer un environnement durable*
8. *Mettre en place un partenariat mondial pour le développement*

- **2002 : Sommet des Nations unies sur le développement durable, à Johannesburg.** Ratification d'un traité sur la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

<http://www.sommetjohannesburg.org/>



SOMMAIRE

- Qu'est-ce qu'un Agenda 21 (2-3)
- L'échelle internationale (4-6)
- **L'échelle européenne** (7)
- L'échelle nationale (8-13)
- Les Agendas 21 locaux (14-16)
- Les Agendas 21 d'établissement scolaire (17-21)
- L'Agenda 21 du collège Baldung Grien (22-37)



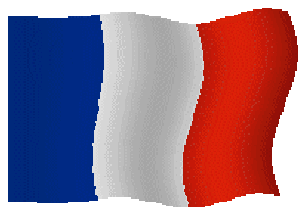
L'ECHELLE EUROPEENNE

| <i>Traité de Rome</i> 25/03/1957- 01/02/1958 | <i>Traité de Maastricht</i> 07/02/1992- 01/11/1993 | <i>Traité d'Amsterdam</i> 02/10/1997- 01/03/1999 | <i>Traité de Nice</i> 26/02/2001- 01/02/2003 | <i>Traité de Lisbonne</i> 13/12/2007- 01/02/2009 |
|---|--|--|--|---|
| Article 2. – La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit. | Article 2. – La Communauté a pour mission, (...), de promouvoir (...) une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement, un haut degré de convergence des performances économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres. | Article 2. – La Communauté a pour mission, (...), de promouvoir (...) un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, (...), une croissance durable et non inflationniste, (...) un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, (...) et la solidarité entre les États membres. | L'article 2 reste inchangé. | Article 3 (ex-article 2 TUE), point 3. – L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. |



SOMMAIRE

- Qu'est-ce qu'un Agenda 21 (2-3)
- L'échelle internationale (4-6)
- L'échelle européenne (7)
- **L'échelle nationale** (**8-13**)
- Les Agendas 21 locaux (14-16)
- Les Agendas 21 d'établissement scolaire (17-21)
- L'Agenda 21 du collège Baldung Grien (22-37)



L'ECHELLE NATIONALE

➤ **Sur un plan de politique générale, une première stratégie nationale de développement durable (SNDD), 2003-2008, est mise en place par le gouvernement Raffarin.**

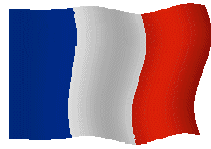
Elle vise à mettre en œuvre les engagements pris par la France lors des sommets de Rio et de Johannesburg et à intégrer la stratégie européenne de développement durable (SEDD) adoptée en juin 2001 à Göteborg.

Elle s'articule autour de six axes stratégiques, recouvrant au total dix programmes d'actions.

- **Axe 1** : le citoyen, acteur du développement durable
- **Axe 2** : territoires
- **Axe 3** : activités économiques, entreprises et consommateurs
- **Axe 4** : prévenir les risques, les pollutions et autres atteintes à la santé et à l'environnement
- **Axe 5** : vers un État exemplaire
- **Axe 6** : action internationale

➤ **Elle a été actualisée en 2006 pour être mise en cohérence avec la SEDD.**





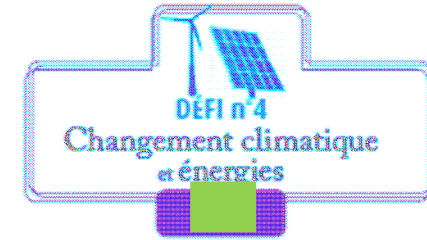
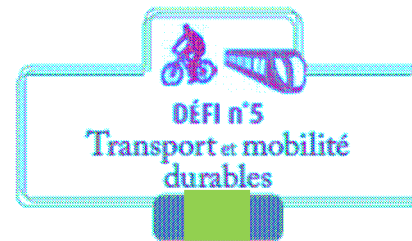
Une deuxième SNDD

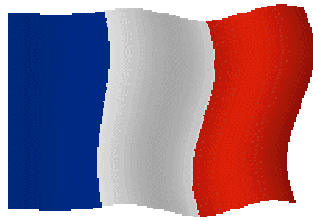
couvre la période

2010 - 2013

et s'articule autour

de 9 défis





L'ECHELLE NATIONALE

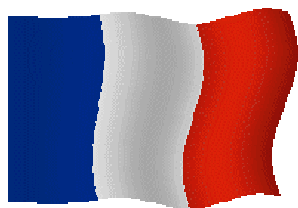
Au fil des années, un cadre institutionnel et législatif se met en place pour favoriser, au plan local, une politique de développement durable dans le sens des orientations de Rio de 1992.

- **juin 1999 : la loi d'orientation pour l'aménagement et de développement durable du territoire (LOADDT).** Le développement durable du territoire national doit se faire à travers l'élaboration de projets supracommunaux (« chartes de pays » et « projets d'agglomérations ») définis « selon les recommandations inscrites dans les Agendas 21 locaux du programme Action 21 de Rio »..

- **décembre 2000 : la loi sur la solidarité et le renouvellement urbain (dite « loi SRU »).** Elle offre aux projets de développement durable de nouveaux instruments de planification spatiale (schémas de cohérence territoriale, plans locaux d'urbanisme, cartes communales).

- **mars 2005 : la charte de l'environnement.** Elle proclame que « les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social » (art.6). Elle proclame d'autre part que « l'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte » (art.8).





L'ECHELLE NATIONALE

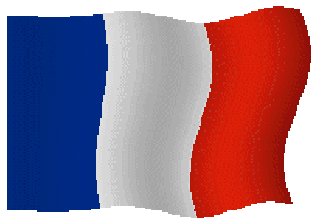


2009 : la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dit « Grenelle 1 »

Elle concerne treize domaines :

1. **Bâtiments** : faire du bâtiment le chantier n°1 dans le cadre de la lutte contre le changement climatique
2. **Urbanisme** : harmoniser les documents d'orientation et de planification, notamment établis à l'échelle de l'agglomération
3. **Transports** : réduire les gaz à effet de serre de 20% d'ici à 2020 et réduire la dépendance de ce secteur aux hydrocarbures
4. **Énergie** : contribuer à l'objectif de réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre
5. **Maintien et développement de la biodiversité**
6. **Eau** : atteindre et conserver, d'ici à 2015, le bon état écologique ou le bon potentiel pour l'ensemble des masses d'eau, tant continentales que marines.
7. **Initier et accélérer la transformation de l'agriculture**
8. **Recherche** : l'effort national de recherche privilégiera les domaines ayant trait au développement durable





L'ECHELLE NATIONALE

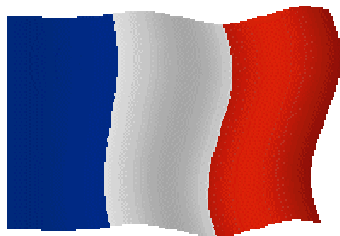


2009 : Grenelle 1 (suite)

- 9. Risques, santé et environnement** : prendre en compte la politique environnementale comme une composante de la politique de santé
- 10. Déchets** : renforcer la politique de réduction des déchets
- 11. État exemplaire** : l'État doit, comme toute collectivité publique, tenir compte des conséquences sur l'environnement des décisions qu'il prend
- 12. Gouvernance, information et formation** : mettre en place de nouvelles formes de gouvernance, mieux informer le public et généraliser la formation au développement durable
- 13. Dispositions propres à l'outre-mer** : faire des territoires d'outre-mer des territoires d'excellence environnementale

La loi précise que « L'État favorisera la généralisation (...) des plans climat énergie territoriaux des collectivités territoriales et de leurs groupements en cohérence avec les agendas 21 locaux. Il pourra utiliser les agendas 21 locaux comme outils de contractualisation avec les collectivités territoriales. » (Art. 51).





L'ECHELLE NATIONALE



29 juin 2010 : adoption du projet de loi portant engagement national pour l'environnement dit « **Grenelle 2** ».

La loi Grenelle 2 confirme, consolide et concrétise les objectifs fixés par la loi Grenelle 1. Elle met en œuvre **six chantiers majeurs** :

- la lutte contre le **réchauffement climatique**,
- la préservation de la **biodiversité**,
- le développement d'une **agriculture durable**,
- la prévention des **risques** et la **protection de la santé**,
- la mise en œuvre d'une gestion durable des **déchets**,
- l'instauration d'une **gouvernance** adaptée à cette mutation écologique de notre société et de notre économie.

La loi « Grenelle2 » n°2010-788 du 12 juillet 2010 précise dans son ch.V « projets territoriaux de développement durable »: « En référence à ses engagements internationaux et nationaux en matière de territoires et de villes durables, l'État encourage les projets territoriaux de développement durable et les agendas 21 locaux portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements. »

<http://www.legrenelle-environnement.fr/-Loi-Grenelle-2-.html>



SOMMAIRE

- Qu'est-ce qu'un Agenda 21 (2-3)
- L'échelle internationale (4-6)
- L'échelle européenne (7)
- L'échelle nationale (8-13)
- **Les Agendas 21 locaux** (14-16)
- Les Agendas 21 d'établissement scolaire (17-21)
- L'Agenda 21 du collège Baldung Grien (22-37)

LES AGENDAS 21 LOCAUX



A l'intérieur du territoire national, des agendas 21 locaux peuvent voir le jour, projets de développement durable pour tous les échelons territoriaux, ville, intercommunalité, département, région, parc naturel régional.

C'est une démarche globale initiée par une collectivité locale, conduite avec la population et les acteurs locaux, avec l'ambition collective de faire du développement durable le nouveau modèle de développement du territoire.

L'agenda 21 est à la fois un diagnostic partagé, une stratégie sur la base d'enjeux locaux clairement identifiés et un plan d'actions pluriannuel.

***La première SNDD 2003-2008** avait fixé l'objectif de 500 agendas 21 en cinq ans. Il y en eu en fait 600.*

***La nouvelle SNDD 2010-2013, défi « Gouvernance »** se fixe les objectifs suivants :*

- en termes quantitatifs, parvenir à 1000 agendas 21 d'ici à 2013 dont 250 reconnus au titre du dispositif national de reconnaissance nationale.*
- en termes de choix stratégiques : favoriser l'appropriation des objectifs du développement durable, développer la gouvernance locale au plus près des enjeux de développement durable et des territoires, ...*



LES AGENDAS 21 LOCAUX

Le ministère du développement durable a mis en place un référentiel pour l'évaluation des agendas 21 locaux, avec dix critères :

➤ **cinq finalités essentielles**

- lutte contre le changement climatique
- préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources
- épanouissement des êtres humains
- qualité de vie
- dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

➤ **cinq éléments de démarche**

- participation des acteurs
- organisation du pilotage
- transversalité des approches
- évaluation partagée
- stratégie d'amélioration continue .



<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Consulter-le-referentiel-en-ligne.html>



LES AGENDAS 21 LOCAUX

L'EXEMPLE DE L'AGENDA 21 DU BAS-RHIN

8 ENJEUX



1. Développer les coopérations avec les autres acteurs pour plus d'efficacité et d'équité
2. Assurer et promouvoir une gestion durable des espaces et des ressources.
3. Développer une mobilité durable
4. Promouvoir une approche durable de l'aménagement du territoire et du développement urbain
5. Promouvoir un développement économique solidaire et responsable
6. Favoriser l'intégration des personnes dans la société et les protéger
7. Soutenir et accompagner les jeunes dans leurs constructions d'adultes.
8. Développer l'exemplarité de l'institution départementale en matière de développement durable

<http://www.bas-rhin.fr/s-investir-dans-developpement-durable/l-agenda-21-un-plan-d-actions-pour-aller-plus-loin/les-agendas-21-bas-rhin/l-agenda-21-conseil-general-bas-rhin>



SOMMAIRE

- Qu'est-ce qu'un Agenda 21 (2-3)
- L'échelle internationale (4-6)
- L'échelle européenne (7)
- L'échelle nationale (8-13)
- Les Agendas 21 locaux (14-16)
- **Les Agendas 21 d'établissement scolaire** (17-21)
- L'Agenda 21 du collège Baldung Grien (22-37)

LES AGENDAS 21 D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Historique

A partir de 2004, des établissements scolaires français mettent en place des agendas 21, véritables projets pédagogiques ancrés dans les disciplines et les divers dispositifs pédagogiques et permettant de mettre en œuvre les valeurs de responsabilité et de solidarité, fondements de l'éducation au développement durable.

Ils découlent de différentes initiatives et textes officiels.

❑ **Trois circulaires du Ministère de l'éducation nationale**

- **la circulaire du 8 juillet 2004** qui a généralisé l'éducation à l'environnement pour un développement durable;
- **la circulaire du 29 mars 2007** qui a lancé la deuxième phase de généralisation
- **la circulaire du 24 octobre 2011** qui lance la troisième phase de généralisation autour de trois orientations majeures :
 - le renforcement de la gouvernance et du pilotage;
 - l'élargissement des partenariats;
 - une meilleure diffusion des informations et du partage des réussites.

http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=58234



LES AGENDAS 21 D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Historique (suite)

❑ **La charte de l'environnement** dont l'article 8 précise que « l'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente charte ».

❑ **La décennie des Nations unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) (2005-2014).**

Elle se fixe pour objectifs de

- faciliter la liaison et la mise en réseaux, les échanges et l'interaction parties prenantes de l'éducation en vue du développement durable
- proposer un espace et une occasion de préciser et de promouvoir la conception d'ensemble et la transition vers le développement durable par tous les canaux de l'apprentissage et de la sensibilisation du public
- inciter à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans l'éducation
- élaborer des stratégies à tous les échelons afin de renforcer les moyens mis à la disposition de l'éducation en faveur du développement durable



<http://www.esd-world-conference-2009.org/fr/accueil.html>



LES AGENDAS 21 D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Historique (suite)

□ **Le Comité national français de la décennie pour l'éducation en vue du développement durable** (2005-2014), installé officiellement le 11 octobre 2005, a précisé, par la voix du ministre de l'Éducation nationale, Gilles de Robien, que

- « le développement durable n'est pas une matière particulière qui s'enseigne isolément, mais plutôt une perspective dans laquelle de nombreuses connaissances peuvent être replacées »,
- « la généralisation de cette éducation signifie aussi que l'Éducation nationale soutient toutes les formes de projets utiles à l'avancement de cette idée dans l'esprit du service public ».



LES AGENDAS 21 D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE EN ALSACE

Le rectorat et le Conseil général du Bas-Rhin accompagnent les collèges qui entament une démarche agenda 21

- **2005** : édition d'un premier guide méthodologique à destination des collèges alsaciens
- **2005-2007** : expérimentation de la démarche dans huit établissements pilotes alsaciens
- **2007** : intégration de la démarche dans la politique éducative du Conseil général du Bas-Rhin



<http://www.ecoconseil.org/decouvrir-nos-actions/accompagnement-de-projet/l-accompagnement-des-colleges-bas-rhinois-en-demarche-agenda-21>



LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU BAS-RHIN ENGAGES DANS LA DEMARCHE AGENDA 21

2005 : les collèges de Marlenheim, de Woerth, de Villé, Erasme à Strasbourg

2006 : les collèges d'Erstein, du Stockfeld à Strasbourg

2007 : les collèges de Mertzwiller, de Barr, de Schirmeck

2008 : les collèges d'Achenheim, d'Erstein, de Bischwiller (Saut du Lièvre)

2010 : les collèges de **Hoerdt** et d'Herrlisheim

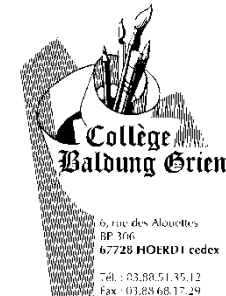
2011 : les collèges de Truchtersheim, de Benfeld et Twinger à Strasbourg



SOMMAIRE

- Qu'est-ce qu'un Agenda 21 (2-3)
- L'échelle internationale (4-6)
- L'échelle européenne (7)
- L'échelle nationale (8-13)
- Les Agendas 21 locaux (14-16)
- Les Agendas 21 d'établissement scolaire (17-21)
- **L'Agenda 21 du collège Baldung Grien** (22-37)

L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN



L'origine du projet

Ce projet correspond à la volonté de donner de la cohérence à un ensemble d'actions menées depuis plusieurs années : des actions ponctuelles en faveur de la protection de l'environnement (fabrication de nichoirs et de mangeoires pour les oiseaux, tri sélectif depuis 2009, sensibilisation aux économies d'énergie de délégués de 6^e et de 5^e en 2009-2010), de l'ouverture internationale (accueil de collégiennes ukrainiennes depuis 2008).

Son démarrage

Il a eu lieu en septembre 2010, le dossier de candidature ayant été retenu par le Conseil général et par le rectorat. Le collège reçoit l'appui technique de l'association Eco-conseil pendant quatre ans.





L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN

Intérêt de la démarche (1)

➤ Il permet de mettre en cohérence diverses actions déjà menées dans le collège et de leur donner une visibilité grâce à un label institutionnellement reconnu.

➤ Il fait travailler ensemble différents acteurs : équipe de direction, gestionnaire, enseignants, agents, élèves, parents, partenaires associatifs et institutionnels.



➤ Il inscrit le collège dans une dynamique territoriale plus vaste, celle de la communauté de communes de la Basse-Zorn et celle du département du Bas-Rhin.



➤ Il engage le collège sur la voie de l'éco-responsabilité, en en faisant un maillon de « l'État exemplaire » mentionné dans la circulaire ministérielle du 3 décembre 2008.



<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020243534&dateTexte=>





L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN

Intérêt de la démarche (2)

➤ Il permet de mettre en œuvre dans des actions la notion de développement durable inscrite dans les programmes scolaires et dans le socle commun.

Compétences du socle commun mobilisées

- **compétence 3 : mathématiques, culture scientifique et technologique**

« Mobiliser ses connaissances pour comprendre des questions liées à l'environnement et au développement durable »

- **compétence 5 : culture humaniste**

« avoir des connaissances et des repères relevant de la culture civique : le développement durable »

- **compétence 6 : compétences sociales et civiques, avoir un comportement responsable**

« respecter les règles de la vie collective », « comprendre l'importance du respect mutuel et accepter toutes les différences », « respecter les comportements favorables à sa santé et à sa sécurité »

- **compétence 7 : autonomie et initiative**

« faire preuve d'initiative », « s'intégrer et coopérer dans un projet collectif », « assumer des rôles, prendre des initiatives et des décisions ».

<http://www.education.gouv.fr/cid52377/mene1015788a.html>





PROGRAMME 2010-2014

4 GRANDS ENJEUX

8 ACTIONS

- ❖ **ENJEU 1 : Assurer une gestion durable du collège**
 - faire des économies d'énergie et développer les énergies renouvelables
 - réduire les déchets et améliorer le tri sélectif
- ❖ **ENJEU 2 : Protéger la biodiversité**
 - protéger les oiseaux
 - aménager un jardin
- ❖ **ENJEU 3 : Améliorer la santé des collégiens**
 - changer les comportements alimentaires des collégiens
 - développer la consommation de produits issus de l'agriculture biologique
- ❖ **ENJEU 4 : Développer les partenariats internationaux**
 - s'ouvrir sur l'Europe
 - nouer un partenariat avec Madagascar



ENJEU 1 : Assurer une gestion durable du collège

ECONOMIES D'ENERGIE

▪ **Objectifs :**

- Sensibiliser les élèves aux questions énergétiques
- être en cohérence avec l'un des objectifs de l'Agenda 21 du Bas-Rhin : « Mettre en place une démarche pour favoriser les économies d'énergie dans l'ensemble des collèges. »
- apporter une contribution à la restructuration du collège qui aura lieu en 2012

▪ **Actions** : faire un état des lieux des dépenses énergétiques du collège et faire des propositions pour économiser l'énergie

▪ **Public concerné** : élèves de 4^e de 2010-2011 et de 2011-2012

▪ **Porteur de l'action** : M. Pflumio, professeur de technologie

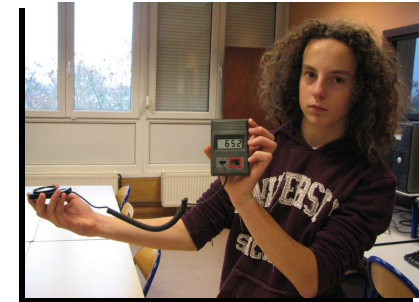
▪ **Partenaire** : l'association Alter Alsace Energies dans le cadre du projet « Maîtrise de l'énergie 3 ans »

▪ **Indicateurs pédagogiques**

- élaborés à partir du socle commun : compétences 3 (mobiliser ses connaissances pour comprendre des questions liées au développement durable), 4 (utiliser des logiciels), 7 (s'intégrer et coopérer dans un projet collectif)

▪ **Indicateur d'éco-responsabilité**

- évolution de la consommation d'énergie depuis septembre 2010



REDUCTION DES DECHETS ET TRI SELECTIF



▪ **Objectifs**

- sensibiliser la communauté scolaire à la réduction des déchets et améliorer le tri sélectif dans le collège
- être en cohérence avec l'un des objectifs de l'Agenda 21 du Bas-Rhin : « maîtriser durablement la production des déchets ménagers et réduire leur impact sur l'environnement »

▪ **Actions** : réflexion d'un petit groupe d'élèves sur le thème des déchets avec proposition d'actions pour sensibiliser toute la communauté scolaire à cette question : tri du papier (2010-2011), réduction des déchets alimentaires, récolte de bouchons (2011-2012)

▪ **Public concerné** : élèves de 6^e de l'atelier « développement durable »

▪ **Porteurs de l'action** : M. Millot en 2010-2011; Melle Meyer en 2011-2012

▪ **Indicateurs pédagogiques**

- élaborés à partir du socle commun : compétences 5 (connaissances relevant de la culture civique : le développement durable), 7 (s'intégrer et coopérer dans un projet collectif)

▪ **Indicateurs d'éco-responsabilité**

- évolution du tri : statistiques par salle
- évolution de la consommation de papier : masse de papier consommé, rapporté au nombre d'utilisateurs
- évolution des déchets alimentaires : mesure des déchets de pain



PROTECTION DE LA BIODIVERSITE

LES OISEAUX

▪ **Objectifs :**

- sensibiliser les élèves à la protection de la biodiversité
- faire du collège un lieu refuge pour les oiseaux
- être en cohérence avec l'un des objectifs de l'Agenda 21 du Bas-Rhin : « protéger et valoriser les espaces ruraux et naturels »

▪ **Actions :** construction de mangeoires et de niochirs pour les oiseaux

▪ **Public concerné :** élèves de 6^e, 5^e et 4^e de l'atelier de M. Muller

▪ **Partenaire :** la Ligue de protection des oiseaux (LPO)

▪ **Projet 2011-2012**

- construction de nouveaux abris
- faire du collège une zone refuge grâce au partenariat avec la LPO

▪ **Indicateurs pédagogiques**

- élaborés à partir du socle commun : compétences 5 (connaissances et repères relevant de la culture civique : le développement durable), 6 (respecter les comportements favorables à sa sécurité), 7 (s'intégrer et coopérer dans un projet collectif; manifester créativité à travers les activités de l'établissement)



LE JARDIN DE LA BIODIVERSITE

▪ **Objectifs**

- mettre en œuvre des méthodes alternatives à l'utilisation de produits chimiques
- apprendre à économiser l'eau en arrosant avec l'eau de pluie
- créer un environnement favorable aux oiseaux

▪ **Action** : réalisation d'un jardin qui mette en œuvre les impératifs de respect de l'environnement

▪ **Public concerné** : élèves de 6^e et de 5^e dans le cadre de l'accompagnement éducatif

▪ **Porteur de l'action** : Mme Asael, professeur de mathématiques

▪ **Partenaire institutionnel** : la communauté de communes de la Basse-Zorn

▪ **Projet 2011-2012**

- créer des parcelles avec plantation de légumes
- utiliser un récupérateur d'eau pour l'arrosage

▪ **Indicateurs pédagogiques**

- élaborés à partir du socle commun : compétences 5 (connaissances et repères relevant de la culture civique : le développement durable), 6 (respecter les comportements favorables à sa sécurité), 7 (s'intégrer et coopérer dans un projet collectif; manifester créativité à travers les activités de l'établissement)

▪ **Indicateur d'éco-reponsabilité**

- part d'eau de pluie utilisée pour l'arrosage



L'ALIMENTATION

▪ **Objectif**

- être en cohérence avec le 7e enjeu de l'Agenda 21 du Bas-Rhin :
« soutenir et accompagner les jeunes dans leur construction d'adulte »
→ « sensibiliser les jeunes à une alimentation équilibrée et responsable au travers de la restauration scolaire ».



▪ **Actions**

- un fruit offert aux élèves de 6^e chaque jeudi du 2^e trimestre 2010-2011 et 2011-2012 à 15h
- mise en oeuvre du projet CAAPS auprès des 5^e (Comportements alimentaires des adolescents : le pari de la santé), programme de santé publique dont l'objectif est de promouvoir une alimentation équilibrée et une activité physique régulière auprès des collégiens et lycéens de l'académie de Strasbourg

▪ **Public concerné** : élèves de 6^e et de 5^e

▪ **Porteurs de l'action** : Mme Cabanel, Mme Ehlenberger, Mme Thouron, Mme Zey

▪ **Partenaires** : la Communauté européenne, le rectorat de Strasbourg, le Conseil général du Bas-Rhin

▪ **Indicateurs pédagogiques**

- élaborés à partir du socle commun : compétences 5 (connaissances et repères relevant de la culture civique : le développement durable), 6 (respecter les comportements favorables à sa santé)

▪ **Projet 2011-2012** : développer la part des produits d'origine biologique



ENJEU 4 : Développer les partenariats internationaux



SOLIDARITE INTERNATIONALE L'UKRAINE

▪ Objectifs :

- intégrer la dimension européenne dans l'enseignement : littérature, art, histoire-géographie, langues vivantes, notamment
- réfléchir aux mécanismes de production de l'altérité
- être en cohérence avec l'un des objectifs de l'Agenda 21 du Bas-Rhin : « accompagner la construction européenne vers l'Est »

▪ Action : accueil de deux collégiennes ukrainiennes dans les familles d'élèves de 3e

▪ Public concerné : élèves de 3e

▪ Porteurs de l'action : Mme Cabanel et Mme Thouron

▪ Partenaire : association Aides et Echanges Slaves (AES)

▪ Indicateurs pédagogiques

- élaborés à partir du socle commun : compétences 5 (connaissances et repères relevant de la culture civique : le développement durable), 6 (accepter les différences), 7 (s'intégrer et coopérer dans un projet collectif)

▪ Projet 2011-2012

- accueil de deux Ukrainiennes du 11 mars au 22 avril 2012



Sofia et Iryna, janvier-avril 2011



SOLIDARITE INTERNATIONALE

MADAGASCAR



▪ **Objectifs :**

- *communiquer avec des jeunes d'un autre continent, travailler sur les représentations de l'autre*
- *faire prendre conscience aux élèves des différences d'approche de la notion de développement durable au Nord et au Sud*
- *être en cohérence avec l'un des objectifs de l'Agenda 21 du Bas-Rhin : « développer la solidarité internationale et la coopération décentralisée », et notamment son implication pour le soutien au développement d'une province de Madagascar*

▪ **Actions** : mise en place d'une correspondance entre dix jeunes malgaches du centre Zazakely et nos élèves sur le thème de la protection de la biodiversité

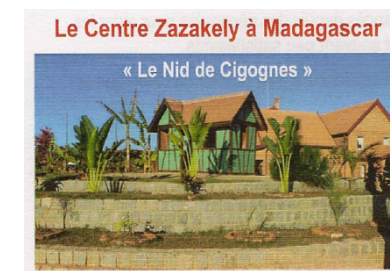
▪ **Public concerné** : élèves de 6^e, 5^e et 4^e de l'atelier de M. Muller

▪ **Porteurs de l'action** : Mme Esslinger, professeur d'anglais et M. Muller, professeur de SVT

▪ **Partenaire** : ONG malgache Zazakely d'aide aux enfants de Madagascar

▪ **Indicateurs pédagogiques**

- *élaborés à partir du socle commun : compétences 4 (saisir et mettre en page un texte; écrire, envoyer), 5 (connaissances et repères relevant de la culture civique : le développement durable), 6 (accepter les différences), 7 (s'intégrer dans un projet collectif; manifester créativité à travers des activités de l'établissement)*





L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN

Méthodologie de la démarche : Phase 1

| Phase 1 préparation | Période | Contenu |
|--|-------------------------|---|
| <p>Etape 1 <i>mobiliser les acteurs</i></p> <p>Etape 2 <i>établir un inventaire des actions réalisées ou en cours</i></p> <p>Etape 3 <i>choisir les thématiques prioritaires à aborder dans le cadre de l'Agenda 21</i></p> | janv-fév 10 | Initiation des délégués de 6e et 5e au thème des économies d'énergie par <i>Alter Alsace Energies</i> Réalisation d'affichettes apposées dans les salles |
| | 16 mars 10 | Présentation du dispositif Agenda 21 d'établissement scolaire au CA. |
| | 23 avril 10 | Présentation aux personnels du collège du projet « Maîtrise de l'énergie sur 3 ans » par <i>Alter Alsace Energies</i> |
| | 18 juin 10 | Portes ouvertes du collège : stand tenu par <i>Alter Alsace Energies</i> présentant les actions possibles en terme d'économies d'énergie |
| | 2 juillet 10 | - Groupe de travail : « développement durable / Agenda 21 » |
| | 1 ^{er} sept 10 | - Groupe de travail : « développement durable / Agenda 21 » - Distribution plaquette d'information A 21 à tous les personnels |
| | Nov 10 | Présentation du dispositif A 21 - aux parents des élèves de 6 ^e - aux parents des élèves de CM2 - aux élèves délégués |

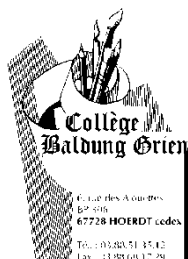


L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN

Méthodologie de la démarche : Phase 2

| Phase 2 Elaboration | Période | Contenu |
|--|------------------|---|
| Etape 1 <i>réaliser des états des lieux pour les thématiques retenues</i> Etape 2 <i>fixer des objectifs et programmer les actions</i> Etape 3 <i>définir les outils utilisés pour le suivi</i> Etape 4 <i>rédigier l'Agenda 21</i> | 27 sept10 | Installation du comité de pilotage A21 / CESC : adoption des thèmes de l'année 2010-2011 et des sous-groupes de travail |
| | 4 oct 10 | Participation de la gestionnaire à un stage « gestion des déchets » |
| | 11 oct 10 | Réunion du pôle « solidarité internationale », Madagascar |
| | 15 oct 10 | Réunion du pôle « protection de la biodiversité » |
| | 5 nov.10 | Réunion du pôle « protection de la biodiversité » |
| | 16 nov10 | Réunion du pôle « solidarité internationale », Ukraine |
| | 30 nov10 | Réunion communication |
| | 17 déc 10 | Réunion pôle « biodiversité » / pôle « solidarité internationale », Madagascar |
| | oct-déc10 | Début de rédaction des fiches actions |





L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN

Methodologie de la démarche : Phase 3

| PHASE 3 Mise en oeuvre | Période | Contenu |
|---|--|--|
| Etape 1 <i>réaliser les actions</i> | d'octobre 2010 à janvier 2011 | <p>➤ <u>Reprise d'actions anciennes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Biodiversité (nichoirs et mangeoires pour oiseaux) • Tri sélectif • Accueil de jeunes ukrainiennes <p>➤ <u>Démarrage d'actions nouvelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise de l'énergie • Santé : projet CAAPS de lutte contre l'obésité des adolescents • Alimentation : une alimentation équilibrée • Echange avec Madagascar • Jardin de la biodiversité |
| | juin 2011 sept. 2011 | <p>➤ Evaluation de la première année</p> <p>➤ Mise en œuvre des décisions prises lors de l'évaluation dans le cadre de l'amélioration continue</p> |





L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN

La gouvernance



Le comité de pilotage de l'agenda 21 est celui du CESC

équipe de direction

Mme Thouron, Mme Cabanel et Mme Zey

professeurs

Mme Asael, Mme Demongeot, Mme Esslinger,
Mme Gräser, M. Muller et M. Pflumio

parents d'élèves

Mme Arbogast, Mme Friant, M. Meunier, Mme Zerr

élèves

Anthony Ebel et Jules Perlot

partenaires associatifs

Mme Dautheuil (Eco-conseil), M. Tschudy (Alter
Alsace Energies)

partenaire institutionnel

M. Roecklin, animateur de la communauté de
communes de la Basse-Zorn



L'AGENDA 21 DU COLLEGE BALDUNG GRIEN



La communication

- La communication interne est assurée par Madame Demongeot, documentaliste et par Mademoiselle Chamley, assistante pédagogique, qui coordonne la rédaction du journal du collège.
- La communication externe est assurée par le biais du site du collège, par des articles dans différents journaux, par la participation à des manifestations (festival de la Basse-Zorn, expositions).

